

•Janvier à Mars 2019 • Numero 165•  
• L e s P u b l i c a t i o n s d e La Gauche  C a c t u s ! •

www.la-gauche-cactus.fr/SPIP

/

Rien n’est Clair, Tout se Complique

Au Sommaire de ce numero

Si l’actualité française de ces dernières semaines demeure largement consacrée à l’espèce de match entre gilets jaunes et «grand débat national», match qui a la particularité de se jouer principalement sur des terrains différents l’actualité nous propose d’autres sujets de réflexion, ici et ailleurs

En France donc, un «grand débat national» a été lancé par le président himself. L’édito de Jean-Luc Gonneau y fait référence, et Yann Fiévet en montre les limites, parlant, lui, d’un futur grand dépit national. Et dans un des bonus glanés sur internet, Anne Roumanoff fait en une phrase le tour de la question. Côté gilets jaunes, Jean-Pierre Lefebvre revient sur les tentatives de décridibilisation du mouvement impulsées par le pouvoir (et tente, directement sur notre site, une théorisation du mouvement, tandis que Cristina Semblano revient sur les violences policières et l’épisode du gilet jaune boxeur.

Autre sujet préoccupant, ce qui se passe au Vénézuela, qui a des répercussions planétaires dans la si mal nommée «communauté» internationale. Etrange, apparemment, cet empressement d’une cinquantaine de pays plus ou moins démocratiques à reconnaître un coup d’état de la part d’un individu marionnette des Etats-Unis et s’en cachant à peine. Voir la France s’y joindre allègrement nous paraît révoltant, quelles que soient par ailleurs les failles du gouvernement Maduro. Nous publions ici l’analyse de l’historien universitaire Pierre Guerlain, qui nous semble la plus impartiales sur un sujet où les points de vue manquent singulièrement d’objectivité.

Pour beaucoup, les soubresauts qui agitent la planète sont les conséquence d’un libéralisme débridé. La psychanalyste et politologue argentine Nora Merlin, nous apporte une réflexion utile sur le pouvoir sémiologique du libéralisme. Inquiet pour l’avenir, Jacques-Robert Simon aborde les dangers et limites du trans-humanisme regard doublement distancié. En France, les soubresauts n’épargnent pas la gauche (voir l’édito) et quelques un.es tentent de renouer les fils. C’est dans ce dre là que nous publions avec plaisir le texte de Clémentine Autain, députée LFI et Elsa Faucillon, sénatrice PCF, qui créent un bienvenu lieu de réflexion : le Fil des Communs.

Nous aimons la littérature et donc les nouvelles d’Hervé Mesdon. Une douce amère sur l’enfance dans ce numéro. Et parce qu’il convient toujours de rire un bon coup, nous avons glané deus photos-montages succulents dans le toujours réjouissant «Journal people» de Benoist Magnat.

* Edito : Rien n’est Clair, Tout se Complique

###### Par Jean-Luc Gonneau

Tandis que se poursuit, perturbablement, le mouvement des gilets jaunes, le gouvernement a lancé un prétendu «grand débat national» supposé résoudre la crise. Chantal Jouanno, ancienne ministre qu’on ne peut soupçonner de gauchisme, présidente de la commission a priori indépendante qui devait veiller à son déroulement, a prestement renoncé à le faire, constatant que les conditions de l’organisation du débat en question n’en garantissaient absolument pas l’indépendance et pouvaient s’apparenter à une opération de communication. Sur ce point, il faut reconnaître au gouvernement sa promptitude à réagir : organisation d’une campagne de déstabilisation de Mme Jouanno autour de son salaire (coquet, il est vrai mais hélas assez courant dans ces kyrielles de commissions plus ou moins indépendantes), tentative, avortée de la démissionner, et puisque la dame refuse de cautionner le «grand débat», nomination de deux ministres de la macronie pour l’encadrer (pas Jouanno, le débat). Bref, opération Indépendance Zéro menée fissa.

Un «grand débat» dès le départ tronqué, puisque le président lui-même en fixe les règles dont la première est claire : on ne débattra pas de ce que le gouvernement a fait et de quelques sujets concernant ce qu’il a envie de faire. Or, les revendications principales des gilets jaunes, rejointes souvent par une grosse part des partis d’opposition, concernent justement ce que le gouvernement a fait et prévoit de faire. On fait donc miroiter un débat «sans tabous» (hommage posthume au camarade Marchais ?) mais avec plein d’interdits. Rien n’est simple. A ce jour le bilan d’étape du débat en question est considéré comme un grand succès par les amis du gouvernement, et comme un échec par ses opposants, parmi lesquels Jean-Luc Mélenchon se délecte à décortiquer les statistiques publiées sur la participation pour en montrer la relative modicité. Avant de juger, constatons que les formes prises par ces débats, qui vont de réunions auto-organisées par des groupes de citoyens, de débats locaux organisées par les mairies ou les partis proches du gouvernement, de remplissages de questionnaires émis par le pouvoir jusqu’aux grands shows présidentiels ou ministériels : comme quoi Mme Jouanno avait bien vu le coup, réflexe probablement acquis lors de sa carrière de championne de karaté. Bref, rien n’est clair.

A gauche, gilets jaunes et «grand débat» eussent pu contribuer à réduire les fractures entre les diverses organisations. Que nenni ! Par rapport aux gilets, on va du soutien total de LFI et du NPA aux pas très franches réticences de EELV et du PS, en passant par un soutien global du PCF et de Génération.s. Et sur le «grand débat» de la franche hostilité à la tiède compréhension des uns et des autres. De la part du PS, pas de surprise : on sait qu’une grande partie des lambeaux de son appareil jouent double jeu entre macronie et gauche. Du côté de LFI, du PCF, du NPA et des hamonistes, pas de surprise non plus. Quant à EELV, le voilà revenant à petits pas au «ni droite ni gauche» du regrettable Antoine Wechter. Nous approchons d’une échéance électorale qui n’est certes pas la plus goûtée par l’électorat mais qui aurait pu permettre d’afficher une gauche unie sur au moins un seul point : faire front aux Macron et autres Wauquiez, Dupont-Aignan ou Le Pen, représentants d’une droite plus ou moins dure mais jamais tendre. Nous aurons à la place cinq listes étiquetées à gauche, parmi lesquelles, à ce jour, seules celles de LFI et de EELV ont la quasi certitude d’avoir quelques élus. Calculs d’appareils, réflexes identitaires, erreurs de positionnement, égos personnels auront pour conséquence plus que probable une nouvelle débacle électorale. Et cette fois, le système électoral n’y sera pour rien. Bref, tout se complique.

Un mot enfin sur les déclarations de M. Macron à propos de Christophe Dettinger, le «gitan boxeur». Outre le mépris de classe habituel dans la parole présidentielle (qui rappelle le syndrome de Latourette, mais dans le cas qui occupe parfaitement maîtrisé, s’ajoute là une connotation raciste des plus désagréable. Nous savions M. Macron président des riches, nous apprenons qu’il n’est pas le président de gitans (même riches ?)

* En Route vers le Grand Dépit National

*Par Yann Fievet*

La France vit en ce début d’année un beau moment de surréalisme exacerbé. Un «grand débat» a été décidé et lancé à l’échelle du pays tout entier par Le Président de la République soi-même. Il s’agirait de connaître enfin «ce que veulent vraiment les Français». En même temps ( !) il s’agirait de répondre à «la crise des gilets jaunes». On observe là une habile tentative de noyer le poisson : englober les revendications légitimes portées par les gilets jaunes dans un grand déballage où tous les Français sont appelés à émettre leurs doléances à partir d’un catalogue de sujets choisis en haut-lieu. Habile tentative car cela permet de contourner une évidence : ce que demande les gilets jaunes on le connait pour l’essentiel. On peut même ajouter que ces doléances-là sont connues depuis longtemps. D’une manière certaine, elles sont toutes contenues depuis des années dans les alertes des sociologues, économistes hétérodoxes et autres intellectuels effrayés par l’ampleur des dégâts sociaux et territoriaux perpétrés par la gestion néolibérale du capitalisme contemporain. Il sera aisé, à l’issue du «machin», de proclamer que l’on ne pouvait répondre à toutes les requêtes. On lâchera encore quelques miettes en direction des plus démunis en même temps que l’on aura gagné quelques mois, le problème posé par un mouvement social inédit et stimulant ainsi restera intact.

Le problème ne peut en effet que demeurer intact puisque les réformes déjà adoptées depuis juin 2017 et d’ores-et-déjà annoncées pour la suite des réjouissances macronniennes ne figurent pas au catalogue du grand débat présidentiel. Dès le début du quinquennat, la politique orchestrée par Emmanuel Macron était magistralement tournée vers les intérêts bien compris des possesseurs du capital. De somptueux cadeaux fiscaux vinrent très vite satisfaire les riches donateurs de la campagne présidentielle victorieuse. Ainsi, la suppression de l’ISF fut votée au Parlement dès octobre 2017 alors qu’elle était initialement prévue pour n’entrer en vigueur qu’en 2019. C’est que les opulents donateurs souvent s’impatientent. Cependant, il convient de ne pas se concentrer sur le seul ISF. La réduction drastique du taux d’imposition des revenus du capital financier est un cadeau bien plus «royal». Cet impôt, que les Anglais nomment *flat tax*, progressait avec lesdits revenus avant que Jupiter ne s’en occupe hardiment. Le taux d’imposition allait jusqu’à 60% pour les plus nantis. Il fut ramené forfaitairement à 30% pour tous les heureux bénéficiaires de cette largesse d’Etat ! En fait, par un tour de passe-passe, que BFM-business se garda bien de dénoncer, ce prélèvement forfaitaire tombe – à pic ! – à 12,8%, donc en dessous du premier taux d’imposition des revenus du travail salariés (14%). Le manque à gagner fiscal, que l’on fait payer à d’autres –suivez la flèche – est donc bien plus conséquent qu’on ne le dit communément. Soyons-en sûrs, Emmanuel Macron ne changera pas son fusil d’épaule en matière fiscale – sauf à la marge éventuellement – prisonnier qu’il est de ses engagements indéfectibles envers ses bailleurs de fonds.

En admettant qu’Emmanuel Macron ait un jour prochain l’envie de trahir les souhaits profonds de ses camarades de classe, il se heurterait à un autre écueil. Désormais, pour changer de politique, notamment en matière fiscale, il faut disposer de marges de manœuvre, marges qui nécessiterait de remettre en cause profondément les tendances lourdes du capitalisme mondialisé et financiarisé. Dans le «concert des nations» riches le capitalisme français n’est évidemment pas en reste. L’association Attac a épluché les rapports annuels des sociétés du CAC 40 pour les huit dernières années.

Le premier constat montre que les effectifs de ces sociétés ont chuté en France de près de 20% entre 2010 et 2017, quand leurs bénéfices cumulés, eux, ont augmenté de 9,3%. Chez Michelin, par exemple, le chiffre d'affaires s’est élevé de 22% sur la même période tandis que ses effectifs en France ont fondu dans les mêmes proportions. Les salaires des dirigeants ont progressé de 32% entre 2010 et 2017 pendant que le salaire moyen n'augmentait que de 22%. En 2017, les PDG du CAC 40 ont gagné en moyenne 257 fois le smic sur l'année! Ainsi, il faudrait en moyenne quatre-vingt-quinze ans à un employé pour empocher le salaire annuel de son patron. Cependant, les vrais gagnants sont les actionnaires. En hausse de 44% entre 2010 et 2017, les dividendes versés ont atteint 57,4 milliards d'euros. Dans le même temps l'investissement (6,1% du chiffre d'affaires) régresse : il a atteint son niveau le plus bas depuis 2007 (7,7%).

Et pourtant, dans le même temps, les grands groupes paient de moins en moins d'impôts. Ceux-ci déclaraient en 2017 s'être acquittés d'un peu plus de 30 milliards d'euros d'impôt sur les sociétés dans le monde, soit 6,4 % de moins par rapport à 2010. Le titre de "champions de l'évasion fiscale" est à décerner incontestablement aux entreprises du CAC 40. Elles détiennent 15% de leurs filiales dans des paradis fiscaux, soit 2500 sociétés. Et le climat dans tout ça ? Sur les 40 plus grosses capitalisations boursières, 22 déclarent des émissions de gaz à effet de serre en hausse entre 2016 et 2017. "Plusieurs d'entre elles étaient pourtant des sponsors de la COP21!", se souvient Dominique Plihon, coordinateur du présent rapport. Les banques françaises consacraient en 2017 près de 70% de leurs financements aux énergies fossiles, contre 20% aux renouvelables. En tête, BNP Paribas, la Société générale et le Crédit agricole. Que pourrait-on ajouter à cet accablant constat ?

Qui peut croire une seule seconde qu’Emmanuel Macron puisse - ou veuille - infléchir d’un iota le contexte mortifère de cette économie de prédation ? Toute sa politique démontre son impuissance à cet égard en même temps que son manque de volonté de déplaire à ses richissimes mandants. Le mois dernier, il a encore reçu en grandes pompes, au château de Versailles, les cent-cinquante plus gros patrons de la planète. Une ultime preuve magistrale que le grand dépit national était d’emblée annoncé. Et la désespérance des plus humbles d’avoir, hélas, de beaux jours devant elle.

* Le Fil des Communs, un Nouveau Lieu d’Echanges

*Par Clémentine Autain et Elsa Faucillon*

*Le Fil des Communs est une initiative de Clémentine Autain, députée de la France Insoumise, et Elsa Faucillon, sénatrice du PCF,* *qui a retenu notre intérêt. Nous reproduisons ici l’édito de leur site* [*https://lefildescommuns.fr*](https://lefildescommuns.fr)

Nous prenons une initiative politique, l’époque nous y oblige pour bâtir une issue émancipatrice aux crises contemporaines. Nous voulons participer activement au travail de refondation des idées, stratégies et formes politiques à même d’agréger et de gagner dans notre pays.

Tout récemment, les gilets jaunes ont accéléré la prise de conscience des conséquences dramatiques des choix politiques opérés depuis plusieurs décennies. Au mépris des classes populaires s’est opposée l’exigence de dignité. Financiarisation de l’économie capitaliste, explosion de la précarité, menace croissante sur la pérennité de notre environnement, consumérisme effréné qui abîme la planète et nos désirs, services publics démantelés, technocratie en lieu et place de la démocratie… L’esprit public se meurt, les inégalités sociales et territoriales explosent. Sur les ronds-points, cette société qui ne tourne pas rond se trouve vertement critiquée. À raison. Si ce mouvement a surpris dans sa forme, dans ses coordonnées territoriales et politiques, c’est qu’il ne ressemble pas à ce que le XXe siècle et même le tout début du XXIe avait connu. Les gilets jaunes cristallisent la nécessité d’aller au-delà des formes traditionnelles du mouvement ouvrier. Cela ne signifie pas que syndicats, communistes, socialistes, ne sont plus mais qu’ils n’ont plus, à eux seuls, la capacité d’entraînement et d’encadrement d’hier. Ce fait est un indicateur profond des changements qui s’opèrent. Il s’accompagne d’une réalité inédite : en soutien actif aux gilets jaunes, on a trouvé notre gauche et… l’extrême droite. Rien d’anodin. Cette réalité suppose d’aiguiser la stratégie politique pour ne pas sombrer avec le brouillage actuel des lignes de clivages. L’Italie est de ce point de vue un contre-exemple instructif. Dans ce moment où le brun a le vent en poupe à l’échelle internationale, notre capacité à tenir tête et à affronter les droites dures est clairement posée.

C’est pourquoi nous devons travailler, encore et toujours, pour imaginer des réponses renouvelées. Le fil permet de tisser, et donc de créer. Nous voulons avec LE FIL contribuer à cet effort de mise à jour, d’invention. L’échec cinglant des expériences de type soviétique puis la déroute des expériences sociales-démocrates en Europe ont profondément percuté les schémas de pensée à gauche. Le mot gauche est profondément abîmé, il se trouve comme démonétisé. Faire du neuf à cette échelle historique n’est ni une mince affaire ni une simple histoire de tactique, de programme ou de slogan. Ce chemin se construit en avançant, et nous ne partons évidemment pas de rien. Des cultures se sont mélangées depuis plusieurs décennies maintenant, des propositions innovantes ont émergé, la France Insoumise a été identifiée comme un espace politique neuf. Mais la réflexion doit encore être poussée. Nous proposons ce cadre, LE FIL, pour mettre l’ouvrage sur l’établi.

LE FIL, c’est aussi une ligne, un trait qui trace clairement un horizon. Notre obsession, notre fil, c’est la cohérence des combats contre les oppressions, dominations, aliénations. Nous voulons un modèle de société qui sorte du capitalisme mais aussi de tous les modes d’oppressions et de dominations. Entre les travailleurs qui se suicident au travail et les migrants qui peuvent mourir en traversant la Méditerranée, entre les précaires victimes de la dérégulation économique et les femmes victimes de violences, entre la lutte pour l’emploi et la préservation de l’environnement, entre le combat contre le racisme et la défense des droits LGBTI, nous ne choisissons pas, nous voulons mener tous ces combats. Le temps du refrain « priorité à la révolution contre le capitalisme, le reste viendra après » doit être révolu. Oui, il faut articuler égalité et liberté, ambition écologique et « question sociale », qui elle-même est totalement liée à ce que certains qualifient de sociétal pour les dissocier. Il faut faire du neuf, pas de la triangulation politique. LE FIL est un outil pour tracer la voie de ces prises de position concrètes qui permettent de faire valoir cette cohérence, une vision du monde résolument tournée vers l’émancipation humaine, dans toutes ses dimensions.

Le fil sert aussi à relier. Nous voulons que LE FIL joue un rôle de passerelle. Dans ce moment où les repères traditionnels explosent, nous en avons besoin. L’esprit d’ouverture et le parti pris du pluralisme nous tiennent fondamentalement à cœur. LE FIL se veut lieu de confrontation des expériences et des idées, condition d’une élaboration plus fine, plus pertinente. Ce que nous voulons relier, dans le respect de chacun, c’est aussi les trois univers décisifs pour un entrainement populaire : le mouvement social, l’espace politique, le monde intellectuel et artistique.

LE FIL se lance avec cette première newsletter, dont la parution sera hebdomadaire, et se prolongera par des initiatives publiques. Avec toutes les forces individuelles et collectives disponibles qui se reconnaissent ou se reconnaîtront dans notre démarche, nous voulons faire mouvement, influer sur le cours de la construction politique à gauche.

Semio-Capitalisme : le Big Data à la Place du Contact Humain

*Par Nora Merlin*

Il est nécessaire de commencer à penser la relation entre le changement technologique en cours et les processus sociaux. Une subjectivité assujettie, reprise par les médias concentrés et par une configuration de câbles, d’intelligence artificielle, binarismes et algorithmes, obéit inconsciemment aux images et à une technologie digitale qui va par les réseaux, *whatsapp*, *facebook*, etc., en conditionnant les habitudes, perceptions, savoirs, choix et sensibilités. La subjectivité se communique de plus en plus par des machines et des suites d’algorithmes mathématiques et de moins en moins par la rencontre des corps. Ce changement techno-culturel inhibe, entre autres choses, la capacité à détecter la souffrance ou le plaisir de l’autre et l’affectation mutuelle des corps, une condition fondamentale de l’amour et de la politique.

Jean Baudrillard, dans «*Simulacres et simulation*», rappelle un conte de Borges sur une carte si détaillée, qu’il impliquait une exacte correspondance biunivoque avec le territoire. Se basant sur cette histoire, il souligne que dans la postmodernité la différence entre carte et territoire a été gommée, rendant impossible de les distinguer ; plutôt le territoire a cessé d’exister et est seulement restée la carte ou le modèle virtuel, les simulacres qui supplantent la réalité. Baudrillard affirme qu’avec la virtualité nous entrons dans l’ère de la liquidation du réel, de la référence et l’extermination de l’autre.

Bifo Berardi, en continuant sur les traces de Baudrillard, décrit dans «*Phénoménologie de la fin*» le néolibéralisme comme sémio-capitalisme, un mode de production dans lequel l’accumulation du capital est essentiellement faite au moyen de l’accumulation de signes : de biens immatériels. Il s’agit d’une sémiologie de la simulation basée sur la fin de la référence ; le signe linguistique s’est pleinement émancipé et cette abstraction s’est déplacée vers la science, la politique, l’art, les communications et tout le système d’échanges.

Le néolibéralisme, le capitalisme qui n’est déjà plus industriel mais financier, constitue le point le plus avancé de la virtualisation financière : l’argent peut être transformé en plus d’argent en sautant par-dessus la production de biens utiles. Le sémio-capitalisme se base sur le dé-territorialité de la production, l’échange virtuel et l’exploitation de l’âme comme force productive. À partir de cette organisation, les multinationales ont gagné une liberté absolue de pouvoir bouger facilement leurs actifs non matériels d’un endroit à l’autre, dans un monde dans lequel les automatismes financiers ont remplacé la décision politique et les États ont perdu en caractère effectif, en multipliant la misère, la précarité et le chômage. L’absolutisme capitaliste non régulé affirme son droit d’exercer un contrôle sans restriction sur nos vies, tandis qu’une épidémie d’angoisse se propage à travers la planète.

Dans une culture mondiale transformée en totalitarisme de la virtualité la postvérité joue son match : tout peut être dit et transformé en vérité irréfutable. Les messages ne valent pas par leur interprétation ou relation avec la vérité, mais par le pragmatisme ou le caractère effectif de signes vides qui touchent en plein la dimension affective. Nous constatons une subjectivité affaiblie dans le recours à la pensée, en vivant dans le temps anxieux du zapping et de l’urgence, qui se gère fondamentalement par des impulsions.

La sémiotisation néolibérale, avec la prédominance de l’échange de signes virtuels au nom du progrès, implique la soustraction du corps, ce qui constitue l’une des conséquences les plus inquiétantes que l’humanité peut connaître. Si on ne perçoit pas le corps, le cri, l’angoisse ou la souffrance de l’autre, il y a seulement un pas vers l’indifférence sociale, l’individualisme maximal et la destruction de la communauté réelle. Un corps social de chair et d’os affecté dans l’échange social est la condition fondamentale de la politisation, la construction du peuple et de l’émancipation.

Que faire ?

À la fin de son œuvre, Berardi explique de manière énigmatique que seul *Malinche* peut répondre à ces questions. *La Malinche*, l’une des vingt femmes esclaves données aux Espagnols en 1519 par les habitants de Tabasco, a servi d’interprète à Hernán Cortés, elle est devenue sa concubine et a mise au monde l’un des premiers métis. Cet acte a été interprété de diverses manières : une traîtresse, une victime ou une mère symbolique de la nouvelle culture métisse. Sans écarter aucune des trois lectures, bien ou mal, Malinche s’est ouvert à la langue de l’autre incompréhensible.

En assumant les transformations sémiotiques, impossibles à freiner, il s’agit de parier sur la possibilité d’affronter cette forme contemporaine de domination. En reprenant le mythe du métissage, il faudra inclure et mélanger les corps à côté des nouvelles technologies. Au lieu de la disjonction que le système néolibéral d’échanges pose entre corps et virtualité, il sera nécessaire de multiplier les espaces de production culturelle et de participation dans lesquels peuvent circuler pensées, affects et corps : des centres culturels, communication alternative, radios libres, blogs, canaux *Youtube*, etc. Il faudra réorganiser l’espace commun en essayant des formes de vie indépendantes de la domination du capital. Dans l’ère du sémio-capitalisme néolibéral, la reconstruction des nœuds sociaux devient une forme de résistance et une tache majeure. Peut-être ceci constitue-t-il le défi politique le plus difficile.

*Nora Merlin est argentine, psychanalyste et magister en science politique. Article paru dans Cronicon (https://cronicon.net) et El Correo de la Diaspora (http://www.elcorreo.eu.org). Traduit de l’espagnol pour El Correo de la Diaspora par Estelle et Carlos Debiasi.*

* Tribune : Cessez l’Enfumage !

*Par Jean-Pierre Lefebvre*

Sur cinq colonnes à la une *Le Monde*, journal sérieux, titre *: Antisémitisme* : *la face sombre des gilets jaunes !* Parce que M. Finkielkraut, en quête de notoriété, est allé les provoquer « par hasard » (!), comme il l’avait déjà fait pour *Nuit Debout*, il a été traité de *sale sioniste* par un manifestant qui a eu tort de le faire. Personne ici ne songe à cautionner les dérives salafistes ou lepénistes. Mais qu’une poignée de nazillons paranos, sans doute déjà repérés par notre police si efficace, barbouillent des croix gammées : ils déchaînent aussitôt un déferlement médiatique de soutien à l’idéologie de l’Etat israélien, le dernier colonialisme au monde qui ose pratiquer l’apartheid à l’égard des habitants arabes, leur voler les terres et l’eau, malgré soixante ans d’innombrables condamnations de l’ONU (serait-elle aussi antisémite ??) MM. les académichiens de garde, il faut certes garder en mémoire l’horrible antisémitisme d’il y a 80 ans. Mais aujourd’hui les victimes sont palestiniennes, citoyens de seconde zone, parqués, humiliés, emprisonnés, leur terre accaparée, leurs enfants tirés à vue à Gaza, la bombe atomique sioniste menace les états arabes voisins quand le blocage sioniste des pourparlers menace la paix mondiale. L’antisionisme politique, légitime, ne peut être confondu avec l’horrible antisémitisme nazi, souvent repris par les populistes hongrois, polonais ou tchèques... avec qui Bibi se congratule aujourd’hui. Halte à l’imposture intellectuelle ! Idem en France, les victimes ce sont les Gilets Jaunes qui, défendant à main nue les pauvres, sont gazés, frappés, emprisonnés, non pas les sbires de Macron qui défendent l’accumulation obscène du CAC 40, la suppression de l’ISF et les paradis fiscaux, en recevant c’est vrai quelques regrettables pavés ou coups de poing sur les boucliers et les casques que les pauvres leur ont payés!

Nombre de mes proches au lycée, à l’université étaient d’origine juive, comme une de mes amours et, depuis 80 ans, nombre de mes amis. Je vénère les grands philosophes Spinoza, Marx et Adorno…, les écrivains Proust ou Kafka…, les poètes Max Jacob ou Meschonnic…, les musiciens Mendelsohn, Mahler, Bernstein, Milhaud, Schonberg ou Solal… les cinéastes Chaplin ou Woody…, les peintres Kandinsky ou Chagall…, les chanteur (se)s Gainsbourg ou Barbara…, les architectes Sharoun ou Gehry… , etc.

Comme hier des victimes de la Shoah, je suis solidaire des Palestiniens victimes du sionisme, tout comme Schlomo Sand, universitaire israélien que j’applaudis rue Barrault lors d’une conférence parmi 400 Juifs parisiens. Il faut mettre un terme à cette campagne paralogique, orchestrée à la fois par le gouvernement israélien pour masquer sa dangereuse politique agressive et par la macronie pour cacher son dévouement répressif au CAC 40 ! Identifier antisémitisme et antisionisme est une filouterie barbouze. Non à la dérive obscurantiste!

*«Ces deux formes de violence (pour fonder le droit ou le conserver) habitent une autre institution de l’Etat moderne, la police. Le caractère ignominieux d’une telle autorité est senti par peu de gens… L’affirmation selon laquelle les fins de la police sont constamment identiques à celles du reste du droit, ou du moins qu’elles leur seraient liées, est totalement fausse… «Pour garantir la sécurité», la police intervient dans d’innombrables cas où n’existe aucune situation juridique claire, quand elle n’accompagne pas le citoyen comme une contrainte brutale, sans aucune relation avec des fins légales… Sa violence est informe comme son apparition nulle part saisissable, omniprésente et fantomatique dans la vie des Etats civilisés». (*Walter Benjamin*, Critique de la violence, Payot, 2018)*

* Le Venezuela dans le Brouillard de la Guerre de l’Information Montee des Populismes» et les Mots Cliches

*Par Pierre Guerlain*

L’expression «brouillard de la guerre» a été inventée par le penseur Clausewitz («Nebel des Krieges») et renvoie au fait que, durant les opérations militaires, les informations dont disposent les combattants sont floues et incertaines. «La guerre est le domaine de l’incertitude» dit-il. En ce qui concerne l’information, les choses sont très semblables. Ce que l’on appelle la «guerre de l’information» n’est pas qu’une opposition frontale entre médias occidentaux et médias russes, voire chinois, mais une guerre généralisée où ce qui compte comme information varie selon les préférences idéologiques et les parti-pris plus ou moins conscients.

Que l’on connaisse le Venezuela ou pas, que les journalistes soient sur place ou pas, l’accès à l’information est difficile. Depuis plusieurs semaines la guerre de l’information[[1]](#footnote-1) concernant le Venezuela bat son plein. Elle dure en fait depuis presque 20 ans et l’arrivée au pouvoir de Chavez, décrit comme « populiste » ou socialiste anticapitaliste selon les médias. Dans ces situations de guerre de l’information, il est courant de réduire la guerre à une opposition frontale entre deux camps. Ainsi sur ce pays, il y aurait uniquement les pro-Maduro ou les pro- Guaidó, le président auto-proclamé. Dans cette bataille ou chacun doit choisir son camp, les informations gênantes sont tues et les faits indéniables sont interprétés de façon tendancieuse.

Il y a pourtant un troisième terme dans cette opposition duelle : un grand nombre d’intellectuels de gauche ont pris des positions critiques de Maduro et de ses dérives tout en s’opposant aux tentatives de putsch fomentées aux États-Unis qui utilisent Guaidó comme figure de proue. Il faut ici distinguer ce qui est du ressort de l’analyse de ce qui se passe au Venezuela des considérations portant une intervention, militaire ou non, des États-Unis dans ce pays d’Amérique latine.

Des auteurs comme Chomsky[[2]](#footnote-2), Dorfman[[3]](#footnote-3), Wood[[4]](#footnote-4), Weisbrot[[5]](#footnote-5) qui se classent tous à gauche ont exprimé diverses critiques à l’égard des dérives de Maduro. Ces critiques renvoient à l’autoritarisme du régime, à la corruption, à la trop grande dépendance vis à vis de la rente pétrolière, aux mauvais choix en matière de politique monétaire. Il est clair que les dirigeants vénézuéliens sont en partie comptables de la crise qui secoue le pays. Il y a débat pour savoir si l’autoritarisme de Maduro, qui n’a pas le charisme de son mentor, Chavez, est le fruit de sa personnalité, d’une évolution du régime ou s’il est la conséquence des sanctions des États-Unis qui ne datent pas de l’arrivée de Trump au pouvoir, même si ce président les a considérablement aggravées. La baisse des prix du pétrole a bien évidemment eu un impact sur un pays qui dépend de ses exportations de ce produit pour financer ses programmes sociaux.

La crise qui frappe le Venezuela est très grave et les images des émigrants qui le quittent sont parlantes. La question concernant les causes de cette crise est plus difficile qu’il n’y paraît car si les erreurs économiques et l’autoritarisme du régime sont, bien évidemment, une des causes du marasme, les sanctions et l’acharnement à détruire les institutions vénézuéliennes qui sont pilotées depuis les États-Unis en sont une autre.

La nomination d’Elliott Abrams, le 25 janvier 2019, comme envoyé spécial au Venezuela est en soi un symbole : Abrams a soutenu les régimes despotiques d’Amérique latine, organisé des coups et coups fourrés et a été condamné dans le cadre du scandale Iran-Contra. Il avait notamment fait acheminer des armes dans des convois présentés comme des aides humanitaires.[[6]](#footnote-6) Une expertise certainement utile au moment où une autre forme d’aide humanitaire est promise au Venezuela. Il est donc le spécialiste des coups d’État en Amérique latine où, dans les années 1980, du temps de l’administration Reagan, il visait le Nicaragua. Il a soutenu les milices salvadoriennes responsables de massacres et organisé l’intervention des États-Unis au Panama contre un ancien allié qui avait désobéi, Noriega. Il a soutenu le Général Efraín Ríos Montt du Guatemala qui était sous le coup d’une accusation de génocide avant sa mort en 2018. Fervent soutien d’un génocidaire, il avait occupé un poste au titre orwellien de «secrétaire d’État adjoint pour les droits humains et les affaires humanitaires».

Cette simple mention de l’implication d’Abrams dans la crise suffit à déconstruire toute rhétorique parlant de liberté et de démocratie. La liberté et la démocratie, pas plus que la situation humanitaire effectivement catastrophique, ne sont ce qui motive Washington et son candidat aux responsabilités suprêmes à Caracas. Abrams rejoint ainsi les néoconservateurs pro-guerre qui entourent Trump, Bolton et Pompeo. Ils ont tous évoqué la possibilité d’une intervention militaire étatsunienne au Venezuela et Bolton a publiquement évoqué la possibilité de faire intervenir les compagnies pétrolières américaines pour gérer le pétrole vénézuélien.

La tentative d’organiser un coup d’État n’est plus cachée dans l’ombre ou sous une avalanche de démentis. Trump parle ouvertement de prendre le pétrole ou d’intervenir dans des pays qu’il juge ennemis des États-Unis et Bolton évoque la possibilité d’envoyer Maduro à Guantanamo, la prison illégale étatsunienne sur l’ile de Cuba où l’on pratique la torture. Triomphe de la novlangue orwellienne : le symbole même de la violation du droit, droit international comme droit des accusés à un procès équitable, Guantanamo, est convoqué pour soutenir Guaidó et la démocratie !

L’organisation de ce coup d’État, dont les étapes sont connues et recoupent les déplacements de Guaidó à Washington, au Brésil auprès du néo-fasciste Bolsanaro et en Colombie, s’appuie sur le mécontentement bien réel des pans entiers de la population vénézuélienne mais n’a rien de démocratique. Sa structure évoque les coups d’États du Chili en 1973, sans utilisation directe de l’armée locale, qui, au Venezuela est moins acquise à l’extrême droite que l’armée chilienne, mais avec une technique que Kissinger avait décrit comme «faire hurler l’économie».

Comme pour les interventions en Irak, Libye ou Syrie les dirigeants sont décrits comme des dictateurs qui mettent en danger leur population et la stabilité du monde. Que le gouvernement à abattre soit démocratique comme au Chili en 1973 ou en Iran en 1953, tyrannique comme en Irak en 1991 ou 2003 et alors que cette tyrannie avait été l’alliée des États-Unis, théocratique mais non dangereux pour les États-Unis comme pour l’Iran dont John Bolton souhaite actuellement également renverser les dirigeants, la formule du coup d’État est la même : une intense campagne médiatique pour faire des dirigeants à éliminer des monstres, un vaste soutien médiatique au nom de la défense de la liberté et de la démocratie et des interventions pour étouffer l’économie au moyen de sanctions soit directes soit sur les clients des puissances visées.

Dans le brouillard de la guerre d’information, on entend peu parler du fait que l’opposition à Maduro, qui comprend d’anciens chavistes, est très fragmentée et n’approuve pas toute entière la démarche de Guaidó. Surtout, même parmi les Vénézuéliens désespérés, beaucoup refusent une intervention militaire étrangère.

Le Mexique, présidé depuis le mois de décembre 2018 par un homme de gauche, Andrés Manuel López Obrador dit AMLO, n’a pas reconnu le président auto-proclamé, donc non élu, lequel fait une utilisation abusive du paragraphe 233 de la Constitution vénézuélienne pour tenter de légitimer son coup de force. AMLO propose une médiation pour sortir de la crise. Il s’agit bien évidemment de la voie à suivre si l’on veut éviter les bains de sang, remettre l’économie en état de marche et réconcilier les diverses factions très polarisées de la société. AMLO n’a pas pris position pour Maduro mais pour la justice et la survie des Vénézuéliens. Les États-Unis et leurs alliés, qui incluent le Canada et la France, ont reconnu Guaidó, ce qui pose problème sur le plan de respect du droit et au regard du fait que ces pays ne se soucient guère de liberté et de démocratie dans des pays tels que l’Égypte ou l’Arabie saoudite. Le président français a sans doute voulu ne pas laisser à son homologue américain le prix de la meilleure déclaration en novlangue orwellienne lorsque, depuis les salons où le recevait le dictateur égyptien al Sissi, il a voulu donner une leçon de liberté et démocratie à l’autoritaire président vénézuélien.

Si la voie de la négociation est la voix de la raison on peut douter que celle-ci s’impose dans un contexte où les forces golpistes (de *golpe*, coup d’État en espagnol) se pensent si près du but. En 2018, déjà l’ancien premier ministre espagnol Zapatero avait réussi, après deux ans de travail, à élaborer un accord entre gouvernement et opposition. Cette dernière a refusé, il y a un an, en février 2018, de signer cet accord et donc a préféré une stratégie de la confrontation totale. Même en l’absence d’une intervention militaire dont les conséquences désastreuses sont connues puisqu’elles ressembleraient à celles qui ont fait suite aux guerres d’Irak ou de Libye, la stratégie de l’étouffement risque de primer sur la négociation.

Plus l’économie saigne, plus la pénurie règne, plus les mécontentements s’affirment et donc font baisser la popularité, déjà faible, des gouvernants. Cette stratégie de la destruction économique pour chasser les dirigeants est celle que Trump a menacé d’utiliser contre la Turquie, pourtant un pays allié, membre de l’Otan. Il importait peu que Saddam Hussein soit un tyran lorsqu’il était allié des États-Unis ou que Noriega soit un trafiquant de drogue, MBS un assassin au cœur du pouvoir saoudien. Il importe peu que Maduro soit socialiste, autoritaire ou corrompu, ce qui compte est le contrôle ressources pétrolières, les considérations géopolitiques face à la Chine et à la Russie et le triomphe des marchés.

Bolton évoque la «troïka de la tyrannie» c’est à dire Cuba, le Nicaragua et le Venezuela que les États-Unis proposent de faire disparaître comme autrefois il s’agissait de s’attaquer aux pays de «l’axe du mal» au Moyen Orient. Les néoconservateurs ont réussi à mettre le feu à cette région où la guerre et les dévastations ont non seulement grandement favorisé la montée des groupes terroristes comme Al Qaida puis Daech mais sont aussi responsables d’un grand nombre de déplacements de population, de morts et de réfugiés. Bolton, qui avec Pompeo, semble plus décisionnaire sur cette affaire que Trump, qui fait ses habituelles déclarations incendiaires, veut certainement rééditer le grand succès moyen oriental de la stratégie du chaos.

Nous sommes bien loin d’une opposition manichéenne entre un mauvais Maduro autoritaire et un espoir démocratique qui aurait le visage de Guaidó. La démocratie et la liberté ne guident pas les actions des néoconservateurs étatsuniens, ni celles du néofasciste Bolsonaro et les erreurs et manquements démocratiques de Maduro, indéniables, ne sont qu’une excuse pour le complexe militaro-industriel des États-Unis.

Une véritable sortie de crise devrait inclure des accords politiques sur des élections mais aussi un arrêt de l’étranglement économique du pays. Ceux qui aujourd’hui disent offrir une aide humanitaire sont ceux qui œuvrent à l’étranglement des populations dont ils disent se soucier. Il n’est pas indifférent que ces populations soient le plus souvent composées de gens de couleur alors que la foule autour de Guaidó est blanche et visiblement non affamée. Greg Palast voit même dans la comparaison des foules un indicateur racial de première importance.[[7]](#footnote-7) Guaidó est le visage avenant qui cache ses soutiens d’extrême droite son projet politique n’est pas humanitaire ou démocratique mais proche de Bolsonaro et d’Abrams. Le coup d’État qui se prépare de longue date éliminerait certainement Maduro mais pas la misère du peuple vénézuélien. La voie mexicaine est celle de la démocratie et de la raison et c’est elle qu’une Europe qui se dit démocratique devrait suivre.

*Article paru dans la revue Recherches internationales Site : http://www.recherches-internationales.fr/*

* Police, Macron et le Boxeur

*Par Cristina Semblano*

Faute de pouvoir venir à bout de la colère sociale qui depuis presque trois mois s'exprime en France, malgré les interpellations, les gardes à vue, les comparutions immédiates, les condamnations, les fichages, les interrogatoires dignes d'une police politique, malgré les gaz lacrymogènes, les yeux éborgnés, les membres arrachés, les visages défigurés, le pouvoir et ses chiens de garde mettent outrancièrement à circuler des fake news nauséabondes. Ceux qui manifestent leur légitime colère sont tour à tour et, en même temps, accusés d'incendiaires, casseurs, antisémites, fascistes, extrêmes-gauchistes, et suprême complotisme (!) venant des anti-complotistes, de gens manipulés par des puissances étrangères, la Russie bien entendu...

Que les gilets jaunes soient accusés d'être tout cela en même temps, voilà qui nous met face à un pouvoir qui serait risible, s'il n'était pas infiniment dangereux ! Cela prouve que ceux qui portent la couleur jaune vont dans le bon sens. Et en parlant de jaune, une pensée spéciale pour Christophe qui sera aujourd'hui jugé. Évidemment je parle du gitan-boxeur ou du boxeur-gitan, celui dont le président a dit, avec son mépris habituel, que pour parler comme ça, il a dû forcément être briefé par «un avocat d’extrême gauche» (ou par la Russie ?) car un boxeur ça parle pas comme ça, un gitan ça parle pas comme ça. Le problème c'est qu'un président, ça devrait pas parler comme ça.

*Cristina Semblano est membre de la direction du Bloco de esquerda portugais et consiellère municipale de Gentilly*

* Humanisme ou Transhumanisme ?

*Par Jacques-Robert Simon*

L’humanisme pose comme principe suprême de traiter *‘’autrui comme une fin et jamais seulement comme un moyen"*, la personne humaine doit être au-dessus de tout et de toutes les autres valeurs. Qui peut ne pas souscrire à une telle proposition ? Les grandes lignes de la conduite morale humaniste datent du XVIIIe siècle et, même si il est souligné dès l’origine qu’il faut se garder de méthodes empiriques, il est possible d’observer ce que le temps a fait des propositions.

Au siècle des Lumières, l’aristocratie et la grande bourgeoisie représentent moins de 3% de la population, elles résident dans les villes en compagnie de domestiques et d’artisans. Le monde paysan largement illettré constitue 80% de la population totale. Les nobles, l’Eglise, et des grands fermiers possèdent les terres que travaillent les paysans. Il suffisait d’une récolte médiocre pour que les « manouvriers » (non-propriétaires) soient au bord de la famine.

Les paysans mangeaient des bouillies de céréales, des soupes de légumes, et surtout du pain. L’alimentation des classes supérieures était bien différente : des « officiers de bouche » souvent réputés leur servaient une nourriture sophistiquée et variée. Pour le paysan, le logement est constitué la plupart du temps d’une seule pièce convertie la nuit en couchage pour toute la famille, les enfants dorment souvent dans le même lit. L’aristocratie, quant à elle, réside dans des hôtels particuliers luxueux et spacieux. La famille typique dans la France de l'Ancien Régime est la famille conjugale limitée aux parents et aux enfants. Le nombre d'enfants par famille n'est pas très élevé : entre 3 et 4. Au XVIIIe siècle l’espérance de vie n’atteignait guère plus de 35 ans.

Le siècle des Lumières est celui de l’incompréhension voire du mépris du peuple par les élites, mépris sans doute inévitable lorsque ceux qui savent considèrent du haut de leurs connaissances ceux qui ne savent pas. Le peuple ? *« Une multitude aveugle et bruyante ». « Il est à propos que le peuple soit guidé et non pas instruit. Quand la populace se mêle de raisonner, tout est perdu » « La Cour est fort attentive aux discours des Parisiens : elle les appelle les grenouilles. Que disent les grenouilles ? »*

L'enseignement dans les écoles primaires au XVIIIe est surtout assuré par des congrégations religieuses, l'enseignement est gratuit pour les familles les plus pauvres. La scolarité dure jusqu'à 14 ans mais peu d’enfants la terminent : l'analphabétisme, s'il recule au XVIIIe siècle, reste très présent. Voltaire qui plaide pour la tolérance et l’égalité est cependant opposé à l'éducation des masses populaires, craignant que les paysans ne désertent leurs terres : *« Moi qui cultive la terre, je vous présente requête pour avoir des manœuvres, et non des clercs tonsurés. »*

Au terme de ce XVIIIe siècle, les philosophes des Lumières ont provoqué un formidable ébranlement des certitudes anciennes qui conduira peu à peu aux républiques et aux démocraties telles que nous les connaissons actuellement. Il s’agissait d’améliorer l’espèce humaine par l’esprit, la réflexion, puis d’installer une organisation politique qui permette la liberté de penser comme la liberté individuelle.

Au début du XXIe siècle, des savants, des ingénieurs, des médecins, des penseurs, des homme politique, éclairés par les Lumières, ont permis que l’espérance de vie en France soit de 82 ans, plus de deux fois plus que deux siècles plus tôt. Le taux de réussite au baccalauréat varie de 80 à 90% selon les filières, mais il subsiste plus de 3 millions d’illettrés. Les femmes sont très largement libérées de la tutelle des hommes, mais avec 15% des enfants dans une famille constituée de la seule mère. Des élections sont régulièrement organisées pour désigner des représentants du peuple, mais les taux d’abstention avoisinent souvent 50%. Hormis environ 200 000 SDF, les français ont un logis et 65% d’entre eux sont propriétaires. Comme naguère l’aristocratie, les personnes les plus riches représentent quelques pourcents de la population.

Bien que ce qui est souvent présenté comme un paradis terrestre ait été atteint surtout grâce à l’utilisation ingénieuse des combustibles fossiles, les Lumières et le bon usage de l’esprit y eurent un rôle. Dans le même temps Dieu était mort et son pire ennemi Mammon régnait en maître. La nouvelle race des seigneurs était la plus fortunée, celle qu’il convenait de suivre, il suffisait de reconnaître ce fait pour qu’une nouvelle justice quasi-divine règne.

L’épigénétique étudie la transmission héréditaire de caractères acquis. Le sport, un régime alimentaire équilibré, un comportement favorisant la réflexion plutôt que l’agitation, permettent non seulement une plus longue vie en bonne santé à celui qui s’y plie mais aussi, partiellement, à ses descendants, grâce à une expression modifiée des gènes natifs. Il s’agit d’une voie humaniste vers des surhommes, ou du moins d’hommes doués de performances optimisées.

Le transhumanisme change de registre pour aller vers le Surhomme, il ne s ‘agit plus d’élever l’esprit des hommes ordinaires par la philosophie, ni de préconiser une hygiène de vie qui leur permet les meilleurs chances de bien-vivre, mais d’utiliser tous les moyens de la science et de la technologie pour augmenter, surpasser, leurs capacités naturelles. La biologie, et en particulier la technique des ciseaux moléculaires, permet d’enlever des parties indésirables du génome pour les remplacer par des morceaux choisis d’ADN. Cette technique pourrait servir à terme à produire des bébés génétiquement modifiés afin de choisir la couleur des cheveux, de leurs yeux, d’augmenter leur masse musculaire ou leur capacité intellectuelle. Ce qui est présenté par les promoteurs comme l’ultime conquête de l’espèce humaine serait d’avoir accès à l’immortalité : les Hommes deviendraient des dieux, sans délégation.

Il est devenu possible de modifier un génome jusqu’à obtenir l’homme de son choix, il sera peut-être un jour possible de rallonger sa vie comme il semble que ce soit le cas pour des souris, mais la logique en place doit être explicitée. Il faut créer le besoin avant même qu’on soit capable de le satisfaire : le désir créé, des fonds peuvent être alors collectés pour initier des recherches ou parfaire des innovations en espérant que le génie des hommes viendra à bout des pires difficultés. En d’autres termes, le surhomme n’est pas aux mains des philosophes ou des scientifiques mais dans celles des marchands. *Par delà le Bien et le Mal* se trouve l’argent, pas l’amour. Et évidemment, la qualité de votre lignée synthétique obtenue grâce à la chirurgie moléculaire dépendra du talent de l’institut auquel vous la confierez : selon vos moyens financiers, vous obtiendrez avec certitude le plus performant des bambins ou le plus bancal des rejetons, si toutefois les autorités jugent acceptable que vous vous ‘reproduisiez’ ! Et si la longévité de l’espèce humaine augmente qui adaptera la démographie avec les ressources disponibles ? La concurrence ? La fortune ? Un *politbureau* mondial ?

Mais le pire des problèmes est la non-prise en compte de ce qu’est la vie : personne ne supporte les redites et il est plus que probable qu’on sera incapable de vivre très longtemps si on ne sait pas vivre durant un peu moins de temps. Et plus encore, serait-on capable de regarder la télévision éternellement sans briser l’appareil ?

* Une Histoire d’Enfance

*Par Hervé Mesdon*

J’aime que les vêtements flottent autour de moi et qu’ils n’aient pour mon corps que de fines caresses. Je ne supporte ni les jeans ajustés, ni les cols roulés. Ceintures, bretelles et cravates me font horreur. Ma mère avait pour habitude de me sangler dans des habits raides et durs, collant à la peau alors qu’à l’extérieur toute rondeur était gommée. Je conserve une photo de cette époque. J’y porte ce manteau bleu pâle en un tissu incroyablement lourd que ma mère avait fait retailler dans un manteau à elle. Il me descendait jusqu’au milieu des mollets et il y avait ces six ou sept gros boutons qui une fois boutonnés me boudinaient de partout, ce col râpeux et serré qui, si je ne tenais constamment la tête bien droite, m’irritait tout le dessous du menton.

Pour les jambes ça allait encore malgré sa longueur. Le boutonnage ne descendant pas trop bas, il restait une relative aisance pour la marche. Pour les bras… c’était une autre paire de manches : chaque mouvement devait être minutieusement étudié et prévu car il fallait tenir compte de la raideur des épaulettes, des lourds revers aux poignets, de la pliure difficile aux coudes. Ma seule chance fut que, satisfaite de la réalisation de sa couturière, ma mère voulut «qu’il me fasse de l’usage» et décida donc de le réserver pour les dimanches.

Elle avait sur l’habillement une gamme très complète de théories toutes définitives et irréfutables. A chaque fois qu’elle m’emmenait dans les magasins pour, comme elle disait, «renouveler ma petite garde-robe», elle les développait interminablement aux vendeuses qui, on s’en doute, se gardaient bien de la contredire. Et moi, engoncé dans ces pantalons à plis, ces chemises aux cols coupants, ces manteaux épais que des doublures et rajouts divers sous forme de poches, de ceintures, de martingales, que sais-je encore, transformaient en tenues de scaphandrier, ces vestes cintrées et étriquées que ma mère affectionnait tant pour la «demi-saison», je devais subir en plus du martyr de ses discours, celui de ses mains qui sans ménagements venaient tirer le dos du vêtement pour voir s’il tombait bien, pincer le tissu à la taille pour vérifier si avec une ou deux fronces ça ne serait pas mieux, apprécier la qualité du drap et encore celui de ses énumérations de toutes les imperfections de ma personne commentées en plus pour la vendeuse : «il a le dos très rond, vous savez», «vous voyez bien qu’il n’a pas de fesses, il ne le remplit pas», «décidément ça ne lui va pas, il a le cou trop court».

Immanquablement, après maints essayages, ses conceptions théoriques en matière d’habillement se trouvaient confirmées et elle ne manquait jamais de conclure en disant que toutes ces modes nouvelles, c’était bien beau mais que quand même, «il n’y avait rien de plus seyant que le classique». Toute mon enfance, ce «classique si seyant», guindé et sinistre dont elle me vêtait, m’a désespéré.

***Réchauffer la banquise***

**Publication**: Jean-Luc Gonneau **Rédaction en chef** : João Silveirinho **Éditorialistes**: Sylvain Ethiré, Jacques-Robert Simon, Claude Soufflet **Conception**: Jean-Christophe Frachet **Humeurs** : Mick et Paule, **Grande Reportère**: Florence Bray. **Adresse et abonnement** : Le Cactus Républicain - *J.L. Gonneau* - 31, rue de la Courneuve, Bat.B1 93300 Aubervilliers **Courriel :** jlgonneau-lagauchecactus@orange.fr **Internet :** http://www.la-gauche-cactus.fr/SPIP/

*Les manuscrits, pédiscrits, buccoscrits, tapuscrits, électroscrits etc. reçus, publiés ou non, ne sont ni rendus ni échangés. On vous aura prévenus.*

**Elles/ils écrivent dans La Banquise :**

*David Hassan Abassi, Mina Ahadi, Madjid Ait Mohamed, Patrick Alexanian, Gilles Alfonsi, Mahin Alipour, Anne Alize, Jean-Paul Alletru, Gérard André, Jacques Ansan, Jean-Michel Arberet, Elie Arié, Jacques Atlan, Fabrice Aubert, Rémi Aufrère, Robert Ausseur, Clémentine Autain, Aveclotantousenva, Gilles Bachelier, René Balme, Jérôme Baloge, Paul Baquiast, Jean Baumgartein, André Bellon, Gérard Belorgey\*, Abdelhak Berheri, Géraldine Biaux, Danielle Bleitrach, Boaventura de Sousa Santos, Atilio A. Boron, Gérard Borvon, Said Bouamamas, Jean-Pierre Boudine, Barbara Bouley, Alain Bousquet, Hugues Bousquet, Patrick Braibant, Florence Bray, Jacques Broda, Alain Brossat, Jean-Philippe Brunet, Fernando Buen Abad Domínguez, Marie-George Buffet, Olivier Cabanel, Michel Cabirol, Cadoudal, Michel Caillat, Philippe Callois, Isabelle Cappe, Aloys Carton, José Caudron, Jean-Claude Charitat, Jean-François Chatelat, François de la Chevalerie, Mahor Chiche, Sophia Chikirou, Olivier Clerc, Fabrice Cohen, Daniel Cojean, François Colas, Maxime Combes, Samira Comingand, Albano Cordeiro, Fabienne Courvoisier, Jacques Cros, Andy Crups, Leïla Cukierman, Shala Daneshfar, Pedro Da Nobrega, Georges Debunne, Jacques Decaux, Jacques Declosménil, Chantal Decosse, Jean-Michel Dejenne, Jean Delons, Monique Dental, Emmanuelle Depollier, André Depouille, Elisabeth Dès, Antonio Dias, Françoise Diehlmann, Jean-Michel Dodd, Evelyne Dubin, Béatrix Dupraz, Marlène Dupraz, Emmanuel Dupuy, Pierre Efratas, Amine El Khatmi, François Esquer, Sylvain Ethiré, Marcel Etienne, Michel Evrard, Jacques Fath, Elsa Faucillon, José Pablo Feinmann, Eric Ferrand, Jean-Claude Fiemeyer, Yann Fiévet, Alain Foix, Jean-Christophe Frachet, René Francal, Jacques Franck, Eduardo Galeano, Gabriel Galice, Stéphane Gatti, Christian Gautier, Gévé, Séverine Gille, Vincent Glenn, Jean-Luc Gonneau, Philippe Goubault, Allain Graux, Denis Griesmar, Jacques Grieux, Serge Grzesik, Pierre Guerlain, Vincent Guillot, John Hagelin, Eric Halphen, Jack Harmand, Jacky Hénin, Pierre Henry, Georges Hervel, Jean-Marc Holleaux, Michel Hulin, Jancry, Diana Johnstone, Fabienne Jouvet, Mahamadou Ka, Saül Karsz, Eddy Khaldi, Liet Kynes, Lionel Labosse, Dominique Lacout, Marc Lacreuse, Nathalie Laillet, Denis Langlet, Diane Le Béguec, Olivier Le Cour Grandmaison, Hervé Le Crosnier, Jacques Le Dauphin, Alain Le Dosseur, François Ledru, Jean-Pierre Lefebvre, Michel Lefebvre, Jean-Claude Lefort, Jeannick Le Lagadec, Christian Lemasson, René Lenoir, Marie-Françoise Lepetit, Eve Lerner, Estelle Leroy-Debiasi, Didier Le Scornet, Jean-François Le Scour, Marie-Pierre Logelin, Jacques Lombard, Mercedes Lopez San Miguel, Frédéric Lordon, Doc Lottin, Loulou, Alexis Lucas, François Lucas, Benoist Magnat, Jean-Claude Mairal, Roland Maire, Azar Majadi, Jorge Majfud, Oliver Makepeace, Dimitri Makrygiannis, Marc Mangenot, Roger Martelli, Laurence Matignon, Jérôme Maucourant, Chloé Maurel, Nora Merlin, Hervé Mesdon\*, Georges Michel, Mick et Paule, Patrick Mignard, Tarik Mira, Yvonne Mignot-Lefebvre, Fatiha Mlati, Michel Moine, Ricardo Monserrat, Arnaud de Morgny de Maeyer, Jean-François Morin, Alain Mouetaux, Arnaud Mouillard, Eric Mouron, Joël Murat, Maryam Namazie, Michel Naudy\*, André Nouschi, Paul Oriol, Vincent Ortega, Oussama, Paloma, Henri Paris, Pierre Pascallon, Pierre Payen, Jean-René Peltier, Antonio Pereira Nunes, Patrice Perron, Jean-Pierre Petit, Michel Peyret, Michel Pillier, Rafael Poch, Michel Portal, Thomas Posado, Gérard Prémel, Gabriel Puricelli, Gérard Raiser, Amir Ramses, Guy Ratane-Dufour, Alberto Riboletta, Anne-Cécile Robert, Roberto Robertelli, Ruy Rodrigues Da Silva\*, Maria Graziella Rodriguez, Michel Rogalski, Régis Roquetanière, Alain Ruscio, Claude Sam\*, Otavio Santos, Emmanuel Saussier, Scribrouge, Youssef Seddik, Cristina Semblano, Luis Sepulveda, Marc Silberstein, Patrick Silberstein, João Silveirinho, Karim bey Smail, Claude Soufflet, Laurent Tarillon, Matthias Tavel, Paulo Telheiro, Antoine Thivel, Patrick Trannoy, Sophie Troubac, Denis Troupenat, Alain Uguen, Bernard Uguen, Rémi Uzan, Bruno Valentin, Jérôme Valluy, Jean-Robert Velveth\*, Christophe Ventura, Marie-Christine Vergiat, Michèle Vianès, Claire Villiers\*, Paul Vincent, Eugenio Raul Zaffaroni, Louis Weber, Louie Wyler, Olivia Zemor, Laure Zudas, Nadine Zuili…*

*\*Hélas décédé-es*

**Et en plus, sur notre site, des textes et graphismes d’autres auteurs :**

*Paul Alliès, René Assandri, Jean-Pierre Berlan, Jean-Marie Berniolles, Jean-Christophe Bonté, Jean-Bricmont, Etienne Chouard, Pascal Colrat, Jeremy Corbin, Marc Dolez, Jérôme Guedj, André-Jacques Holbecq, Etienne Imer, Raoul-Marc Jennar, Monica Karbowska, Jean-Jacques Lemarchand, Maurice Lemoine, Herwig Lerouge, Henri Maler, Maurice Martin, Patrick Mignard,*

*Marie-José Mondzain, Christophe Ramaux, Serge Regourd, Emir Sader, Joël Yoyotte-Landry, Philippe Zafirian, Didier Zuili …*

**Elles/ils ont participé aux cafés-débats de La Banquise :**

*Paul Alliès, Clémentine Autain, Géraldine Biaux, Hamida Bensadia, Jean-Pierre Berlan, Agnès Bertrand Jean-Christophe Bonté, Claude Boucher, Camille Cabral, Etienne Chouard, Eric Coquerel, Alexis Corbière, Michèle Dessenne, Jean-Claude Fiemeyer, Geneviève Geay, Susan George, Jean-Luc Gonneau, Jérôme Guedj, Eric Halphen, Pierre Henry, Diana Johnstone, Monika Karbowska, Olivier Keller, Suzanne Körösi, Jeannick Le Lagadec, Michel Lefebvre, Jean-Pierre Lefèvre, Henri-Georges Lefort, Laurent Levard, Pascal Lusso, Marc Mangenot, Fernanda Marruchelli, Fatiha Mlati, Temir Porras, Eduardo Olivares, Ismaël Omarjee, Ruy Rodrigues Da Silva\*, Marco Antonio Rodrigues Dias, Dominique Rousseau, ChristianeTaubira*

Bonus : Glané dans le Journal People de Benoist Magnat







Consultez notre site

[www.la-gauche-cactus.org/SPIP](http://www.la-gauche-cactus.org/SPIP)

Des textes, des idées, tous les numéros de la Banquise et de l’humour en plus !

1. https://fair.org/home/facts-dont-interfere-with-propaganda-blitz-against-venezuelas-elected-president/ [↑](#footnote-ref-1)
2. https://www.commondreams.org/news/2019/01/24/open-letter-over-70-scholars-and-experts-condemns-us-backed-coup-attempt-venezuela [↑](#footnote-ref-2)
3. https://www.thenation.com/article/venezuela-maduro-chile-allende/ [↑](#footnote-ref-3)
4. https://www.lrb.co.uk/v41/n04/tony-wood/the-battle-for-venezuela [↑](#footnote-ref-4)
5. https://therealnews.com/stories/new-oil-sanctions-on-venezuela-would-destroy-whats-left-of-its-economy [↑](#footnote-ref-5)
6. https://www.nytimes.com/1987/08/17/world/abrams-denies-wrongdoing-in-shipping-arms-to-contras.html [↑](#footnote-ref-6)
7. https://www.gregpalast.com/in-venezuela-white-supremacy-is-a-key-to-trump-coup/ [↑](#footnote-ref-7)